

Dans un souci de complémentarité

Par Évelyne Coggiola-Tamzali

**POUR LE BIEN-ÊTRE
DU JEUNE ENFANT,
ÉCOLE ET CENTRE
DE LOISIRS DEVRAIENT
DAVANTAGE DÉVELOPPER
LEURS RELATIONS.
L'AGEEM ET L'ANDEV
EN SONT PERSUADÉS,
MAIS CE N'EST PAS
SI SIMPLE.**



« L'école maternelle et son centre de loisirs sont un peu dans deux mondes parallèles, les liens n'existent que s'il y a des volontaires qui les font vivre. » Ces propos de Lucile Barberis sont confirmés par Anne-Sophie Benoit. La première est présidente de l'Association générale des enseignants des écoles et classes maternelles publiques (Ageem), la seconde de l'Association nationale des directeurs de l'éducation des villes (Andev). Celle-ci poursuit : « Il est essentiel que l'on travaille dans le cadre d'une politique éducative globale concertée, dans un souci de complémentarité et dans le respect des compétences de chacun. » Toutes deux reconnaissent qu'au niveau national et à celui des institutions chacun reste dans son pré carré. Mais Lucile Barberis rappelle que les enseignants sont saturés, trop sollicités par leur hiérarchie

Toutes deux reconnaissent qu'au niveau national et à celui des institutions chacun reste dans son pré carré.

et le partenariat en souffre. L'Ageem s'interroge également sur le temps passé par les enfants d'âge maternel hors de la famille, sur la longueur de leur journée, la multiplicité des adultes, la succession d'activités à caractère différents dans le même espace. « Est-ce bénéfique pour l'enfant de lui imposer de vivre dans un groupe de 7h du matin à 7h du soir » lance Lucile Barberis, même si elle comprend que parfois les parents ne puissent pas faire autrement. Elle constate que ce contexte peut créer des situations de violence et qu'il est nécessaire dans la journée de l'enfant de préserver des temps de repos et d'isolement pour lui permettre de se ressourcer. Concernant le regret de Lucile Barberis sur les centres de loisirs qui se dérou-

lent dans les locaux scolaires, Anne-Sophie Benoit rappelle qu'il est difficile pour les communes de procéder d'une autre manière, car ce jeune public nécessite des locaux adaptés. Mais lors d'une construction ou d'une restructuration d'une école, un lieu est réservé à l'accueil périscolaire et extrascolaire.

« Le centre de loisirs est aujourd'hui un outil au service de la politique éducative des collectivités locales, explique la présidente de l'Andev, c'est plus qu'un mode de garde, il prend de plus en plus de place dans le loisir des petits. Le centre de loisirs est un lieu d'animation mais aussi de création. Il participe à la construction de la personnalité de l'enfant, en respectant son rythme et en acceptant qu'il arrive plus tard et parte plus tôt. Nous sommes aujourd'hui dans le cadre d'une personnalisation du centre de loisirs pour l'épanouissement de l'enfant. » ■

Jardin d'éveil contre école maternelle ?

Pour répondre au non-remplacement d'un départ sur deux d'enseignant à la retraite, le ministère de l'Éducation nationale propose de réduire la scolarisation des deux ans¹. Parallèlement un décret du 8 juin 2010 entérine la création des jardins d'éveil pour les plus de deux ans. La Cnaf² s'est engagée à financer 8 000 places d'ici 2012. « C'est l'école maternelle, spécificité française que l'on commence à dissoudre ainsi, dénonce Lucile Barberis, présidente de l'Ageem³. À l'école maternelle, on garde, on accueille et on scolarise ! L'enfant y acquiert des apprentissages en fonction des étapes de son développement. » De leur côté, les communes mesurent que le gouvernement veut leur faire endosser des responsabilités surtout financières qu'elles ne sont pas prêtes à assumer. En tant que présidente de l'Andev⁴, Anne-Sophie Benoit s'oppose aux jardins d'éveil. « L'école maternelle est une vraie opportunité pour créer la communauté éducative autour de l'enfant. Elle est un lieu de partage, de socialisation pour l'enfant et aussi pour sa famille. Les communes ont beaucoup investi dans ces écoles. Au lieu de transformer l'école maternelle, il faudrait renforcer les moyens pour améliorer encore sa qualité. » ■

E. C.-T.

- (1) Proposition faite aux recteurs en mai 2010.
- (2) Caisse nationale des allocations familiales.
- (3) Association générale des enseignants des écoles et classes maternelles publiques.
- (4) Association nationale des directeurs de l'éducation des villes.